



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

QUI EST VRAIMENT MARTIN ZIGUELE, CANDIDAT A LA FONCTION PRESIDENTIELLE ?

L'élection présidentielle centrafricaine projetée en 2015 apparaît déjà comme une élection qui sera très disputée. Effectivement, plusieurs candidatures sont déclarées depuis longtemps pour les uns, et assez récemment pour d'autres. Ensuite et selon plusieurs indiscretions, si l'on met à part les candidats déjà déclarés, certaines personnalités politiques ou issues de la société civile se prépareraient à officialiser leurs candidatures. Enfin, les personnalités que l'opinion publique croit aujourd'hui, à tort ou à raison, comme politiquement finies fourbiraient leurs armes électorales, à vrai dire dans un secret de polichinelle, soit par esprit revanchard, soit par peur d'être politiquement enterrées.

Pour tout observateur avisé de la politique centrafricaine, il ne fait l'ombre d'aucun doute que les électeurs centrafricains de 2015 devraient plutôt s'attendre à une pléthore de prétendants au fauteuil présidentiel. Dans une étude réalisée en juin 2014 par David L. Smith de l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS), intitulée « *Rapport sur l'Afrique Centrale : la course à la présidentielle en Centrafrique* » et parue le 02 septembre 2014, il y aurait déjà quarante-deux (42) candidats, même si l'étude considérée met toutefois en résonance l'hypothèse d'un retrait volontaire et in extremis de certains candidats déjà connus faute d'avoir réuni les moyens nécessaires pour battre campagne d'une part, ou suite à un accord politique avec un autre candidat disposant à leurs yeux de réelles chances d'autre part.

Etre candidat à une élection présidentielle ou législative est tout à fait légitime. Cependant, se faire connaître aux électeurs pour permettre à ceux-ci de mieux voter constitue une véritable obligation au sens de la démocratie. S'affranchir de ce principe serait constitutif, pour tout candidat qui s'y adonnerait, un comportement dolosif à l'endroit des électeurs. Le libre choix des électeurs, principe tout autant démocratique que constitutionnel, principe consubstantiel au droit de vote, est aussi à ce prix. Dans cette logique, le peuple centrafricain est en droit de connaître réellement un par un les différents candidats pour mieux élire le prochain Président de la République.

C'est en considération de tout ce qui précède que, dans ce qui suit, il est question de présenter et faire connaître à l'opinion l'un des candidats, **Martin Ziguélé** : d'abord, l'homme dans son identité personnelle et familiale, l'homme dans son parcours scolaire, universitaire et professionnel ; ensuite, l'homme dans son engagement et son parcours politiques, et enfin le candidat présidentiel dans sa vision pour son pays, la République Centrafricaine.

Qui est Martin Ziguélé, d'où vient-il, quel est son engagement politique, ses idées politiques, qu'a-t-il déjà politiquement fait, est-il prêt pour le pouvoir, pourquoi veut-il le pouvoir, que compte-t-il en faire, quelle est sa vision pour le pays, avec qui viendrait-il exercer le pouvoir si davantage le peuple centrafricain le lui attribuait ?

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web** : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

I- IDENTITE ET VIE FAMILIALE

Martin Ziguélé est né le 12 février 1957 à Paoua. Son père Jean Maïdé n'est plus de ce monde. Sa mère qui vit actuellement à Bangui s'appelle Thérèse Mingara.

Sur le plan familial, Martin Ziguélé est marié à Germaine Tousséya née le 24 mars 1959 à Paoua. Le mariage civil étant scellé depuis longtemps, c'est en effet le 04 janvier 2014 que la célébration religieuse aura lieu selon les rites de l'Eglise Catholique dont le couple est un fidèle depuis leur enfance. Martin Ziguélé est père de 6 enfants légitimes. Il s'agit, dans l'ordre, de Patrice Emery Ziguélé marié à Carole Adopiat, Fidélia Thérèse Ziguélé mariée à Serge Gon, Ida Ziguélé fiancée à Namfeï Welle Wengo Edgard, Aristide Ziguélé fiancé à Allegra Simba, William Ziguélé fiancé à Stephanie Allis, et Jessica Ziguélé, la benjamine de la famille.

De plus, Martin Ziguélé est grand-père, un papy très comblé puisqu'il a 10 petits enfants : son fils aîné Patrice Emery lui a donné 1 petit fils (Martin Néhémie) et 2 petites filles (Irina et Fidélia) ; sa première fille Fidélia Thérèse lui a donné 1 petit fils (Samuel Etienne) et 1 petite fille (Emmanuelle-Joyce) ; sa deuxième fille Ida lui a donné 2 petites jumelles (Jessica et Mazarine) ; enfin, son deuxième garçon Aristide lui a donné un petit fils (Laoumadji) et 2 petites filles (Déoda et Rebecca).

Martin Ziguélé a aujourd'hui onze frères et sœurs : Elisabeth, Colonel, Dounia Lavie, Angéline, Béatrice André, Emile, Nestor, Appolinaire et Nathalie.

Martin Ziguélé dispose de propriétés immobilières. Il possède une maison et un terrain à bâtir dans sa ville natale (Paoua), et à Bangui où il a notamment une maison et quatre terrains à bâtir. Il faut souligner que tous ces biens immobiliers ont été honnêtement acquis par Martin Ziguélé, sans un seul sou du contribuable centrafricain. C'est du temps où l'intéressé travaillait encore à la CICA-RE à Lomé (Togo), puis à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et grâce à ses économies que Martin Ziguélé a acheté des terrains et entrepris les constructions.

II-CURSUS SCOLAIRE, UNIVERSITAIRE, ET VIE PROFESSIONNELLE

S'agissant de son parcours scolaire, universitaire et sa carrière professionnelle, il faut savoir que Martin Ziguélé est un ancien séminariste, qui a effectué ses études secondaires au Petit Séminaire Saint Jean de Bossangoa. Dans cet établissement, il avait pour condisciple, entre autres, feu Me Goungaye Nganatoua Wanfiyo, ancienne grande figure de la société civile, ancien Président de la Ligue Centrafricaines des Droits de l'Homme, un ami dont il était d'ailleurs très proche jusqu'à sa brutale et suspecte disparition le 28 décembre 2008 sur la route de Damara (accident aux circonstances non encore élucidées). Martin Ziguélé poursuit ses études secondaires au Lycée d'Etat des Rapides à Bangui. C'est lors de l'examen du baccalauréat centralisé à l'époque à Bangui qu'il fit la connaissance de Nicolas Tiangaye, aujourd'hui un de ses fidèles amis, Président du Conseil

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web** : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

National de Transition (CNT) de 2003 à 2005, puis Premier Ministre du Gouvernement d'Union Nationale de Transition du 17 janvier 2013 au 10 janvier 2014.

Après l'obtention de son Baccalauréat, Martin Ziguélé entre à l'Université de Bangui en octobre 1975 en Lettres Anglaises à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Bangui. Il prépare en même temps, sur l'année scolaire et universitaire, le concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration (ENAM) de Bangui et au célèbre Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé (Cameroun), obligatoire à l'époque.

Admis aux deux concours des deux écoles, il choisira d'intégrer en octobre 1976 l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé (Cameroun) tout en étant inscrit en deuxième année de Licence de Lettres anglaises de Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Bangui. En juin 1977, il obtient à la fois le DEUG 2 de Lettres anglaises de l'Université de Bangui, et le passage en deuxième année à l'IIA. En juin 1978, il décrochera le Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) en Assurances. Il était de la 3^e promotion (1976-1978) qui comptait en tout 44 étudiants issus de plusieurs nationalités africaines ; il avait deux compatriotes pour collègues : Pierre Tekeli et feu Georges Célestin Koy. L'IIA était alors dirigé par le célèbre Ahmadou KOUROUMA, actuaire de formation mais plutôt connu pour ses talents d'écrivain.

Dès son retour au pays, Martin Ziguélé fut intégré dans la fonction publique comme Inspecteur des Impôts et affecté à la direction du Contrôle des Assurances sous la direction de Célestin Leroy Gaombalet, ancien Premier Ministre et ancien Président de l'Assemblée Nationale. Il sera ensuite détaché par le Ministre des Finances, feu François Epaye à la l'Entreprise d'Etat d'Assurances et de Réassurance SIRIRI. Parallèlement à cette vie professionnelle naissante, Martin Ziguélé s'inscrira en Licence de Lettres Anglaises, nouvellement créée, à l'Université de Bangui et obtient en 1982 une Licence en Lettres Anglaises dans la première promotion des titulaires de la Licence de la Faculté des Lettres de l'Université de Bangui. Il s'inscrira l'année suivante en Maîtrise de Lettres Anglaises. Entre 1981 et 1984, il effectuera des stages de spécialisation en Assurance-Vie au Maroc et en Allemagne auprès de la Munich-Ré, premier réassureur mondial, et il ouvrira pour la première fois des opérations d'Assurance-Vie en RCA avec la SIRIRI.

En 1988, Martin Ziguélé réussit avec brio le concours international d'entrée à la compagnie panafricaine CICA-RE (Compagnie Internationale des Compagnies d'Assurances et de Réassurances), basée à Lomé (Togo) et dirigée par Ahmadou KOUROUMA qui avait fini ses mandats à la tête de l'IIA de Yaoundé. Au sein de cette grande institution, Martin Ziguélé impressionne par ses compétences, une grande maîtrise des dossiers, sa grande flexibilité dans les horaires de travail, son acharnement au travail, et l'excellence des rapports professionnels et humains qu'il entretient avec ses collègues dans ce vaste environnement multiculturel. Grâce notamment à sa conscience professionnelle jamais mise en défaut, Martin Ziguélé est successivement promu dans cet organisme international à tous les échelons : Souscripteur-Vie, Chef de Division des Réassurances-Vie, Souscripteur des Réassurances IARD pour les affaires hors d'Afrique (Europe-Asie-Moyen Orient) et Formateur en Assurances et Réassurances.

Aujourd'hui, et après cette carrière professionnelle bien remplie, Martin Ziguélé est sans doute l'un des meilleurs assureurs de son époque non seulement au plan panafricain mais également à Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmipc@yahoo.fr **site web** : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

l'échelle internationale. C'est un expert en assurances, reconnu, respecté et très sollicité en Afrique où il est notamment Administrateur de *Sonar-IARD* et *Sonar-Vie* au Burkina Faso, ainsi que de *Star-Vie* au Tchad (cf. *Lettre du Continent N° 695 du 03 décembre 2014*), sans mettre à part les nombreuses consultations qu'il réalise au profit des compagnies publiques et privées sur le continent. L'intéressé dispose d'ailleurs de son propre cabinet, *Exact Conseil* basé à Paris.

En juillet 2000, Martin Ziguélé est nommé Directeur National de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) pour la République centrafricaine par le Président Ange Félix Patassé. Au terme d'une formation de neuf mois (juillet 2000 à mars 2001) auprès des directeurs nationaux de la BEAC à Ndjamena puis à Yaoundé, et enfin aux services centraux au siège de la BEAC à Yaoundé, il prit fonction le 9 mars 2001 à Bangui.

III- L'HOMME POLITIQUE ET L'HOMME D'ETAT

Martin Ziguélé, c'est avant tout un militant de très longue date du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain, un militant fidèle, intrépide et discipliné. Il adhéra au Parti en 1979 dès sa création, sur les conseils de son camarade Albert NDODET et milita activement très tôt à Bangui, avant de le continuer à Lomé où il travaillait pour CICA-RE. Aux côtés du défunt Président Patassé en exil à Lomé, Martin Ziguélé suivait sans discontinuité les activités de son parti.

Le 1^{er} avril 2001, Martin Ziguélé est nommé Premier Ministre par le Président Ange Félix Patassé qui avait eu le temps de bien le connaître à Lomé où il était cadre supérieur de la CICA-RE. Cette nomination intervient moins d'un mois après que Martin Ziguélé eut pris ses fonctions de Directeur National de la BEAC le 9 mars 2001.

1. La composition du Gouvernement d'Action et de Combat :

Le *Gouvernement d'Action et de Combat* formé le 06 avril et présenté à l'Assemblée Nationale le 07 mai, comprend 24 Membres dont 2 Ministres d'Etat, 16 Ministres et 5 Ministres délégués. Par la suite, ce gouvernement est remanié deux fois : d'abord le 30 août 2001 (29 membres), et ensuite le 15 janvier 2003 (30 membres). L'analyse des trois gouvernements formés par Martin Ziguélé révèle deux caractéristiques majeures qui doivent être mises en résonance.

D'une part, et d'un point de vue politique, les Ministres du Gouvernement d'Action et de Combat sont issus non seulement du MLPC, mais aussi de plusieurs autres entités politiques, sans oublier la société civile qui hérita même dans le tout premier gouvernement du prestigieux portefeuille des Affaires Etrangères.

D'autre part et d'un point de vue sociologique, tous les trois gouvernements formés par le Premier Ministre Martin Ziguélé furent représentatifs de la nation, avec une prise en compte effective de l'équilibre régional et ethnique par la présence dans les gouvernements susmentionnés des ressortissants de presque toutes les préfectures. Au surplus, la représentation féminine fut également assurée.

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web :** www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

2- Les réalisations du Premier Ministre Martin Ziguélé

Martin Ziguélé a exercé sa fonction de Premier Ministre du 1^{er} avril 2001 au 15 mars 2003, soit 23 mois et 2 semaines. Les tâches du nouveau Premier Ministre étaient à la fois très difficiles, multiples et urgentes, surtout que les agents de la fonction publique, en grève depuis novembre 2000, et qui avaient observé une trêve début mars 2001 à la demande du Premier Ministre Anicet Gorges Dologuélé, terminaient à peine le premier mois de cette trêve au moment où Martin Ziguélé est promu à la Primature. Réellement, les fonctionnaires n'étaient pas prêts à cesser leur grève générale (*Source AFP, Bangui, 6 avril 2001, 12h23*).

S'agissant des réalisations de Martin Ziguélé à la Primature, elles sont nombreuses, mais seules les plus importantes méritent d'être mises en relief ici.

A titre de précision importante, il faut rappeler tout d'abord que l'Etat Centrafricain est connu pour le cumul notoire de plusieurs dizaines d'arriérés de salaire, bourses et pensions depuis le régime du général André Kolingba. Le Premier Ministre Martin Ziguélé affronte cette réalité : 30 mois d'arriérés de salaire laissés par ses prédécesseurs (*Source AFP, Bangui, 6 avril 2001*). A l'inverse de certains de ses prédécesseurs, Martin Ziguélé s'en est bien tiré, puisqu'il a tout de même réussi à effectuer le paiement à terme échu de 22 mois de salaires sur les 23 mois passés dans la fonction. Cette précision est d'autant plus importante que d'une part, le Premier Ministre Ziguélé n'avait reçu aucune aide financière extérieure et d'autre part, le Gouvernement d'Action et de Combat fut rudement et successivement déstabilisé par la tentative de coups d'Etat du 28 mai 2001, puis par celui du 25 octobre 2002 du général François Bozizé.

En premier lieu, Martin Ziguélé s'est résolument et personnellement engagé dans la lutte contre la pauvreté, tout en mobilisant tout son gouvernement. Il a notamment assuré la promotion du secteur PME/PMI, du commerce et de l'artisanat, la promotion du monde rural par la modernisation du système agricole.

En deuxième lieu, la réalisation la plus mémorable du Premier Ministre Martin Ziguélé, c'est la lutte implacable et générale de ce dernier contre la corruption et les détournements de deniers publics. En application de cette politique, le Premier Ministre Martin Ziguélé avait engagé fermement des actions multiformes en vue de l'assainissement des finances publiques : lutte contre la fraude et l'incivisme fiscal, moralisation des fonctionnaires et agents de l'Etat, principalement ceux des régies financières.

La fermeté affichée par Martin Ziguélé dans ce combat avait par exemple conduit, et c'est là une grande première, à l'arrestation suivie d'une traduction en justice contre Eric Sorongopé Zoumandji, Ministre d'Etat des Finances en fonction, par ailleurs cadre éminent et influent du MLPC, parti au pouvoir. Aussi, Patrice Edouard Ngaïssona, fonctionnaire aux Eaux et Forêts, ainsi que de nombreux fonctionnaires (inspecteurs et contrôleurs des douanes, des finances, et de Trésor, magistrats etc.) furent interpellés et traduits en justice. Martin Ziguélé n'épargna pas non plus les membres de son ethnie et ressortissants de l'Ouham Pendé dont il est originaire concurremment avec le Président Ange Félix Patassé. Toutes ces affirmations sont vérifiables auprès des services de l'Etat notamment auprès du parquet à Bangui.

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmipc@yahoo.fr site web : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

Cependant, tous les prévenus recouvrent une liberté inespérée doublée d'une impunité choquante, à la faveur de la prise violente du pouvoir par les « *Libérateurs* » du général François Bozizé le 15 mars 2003.

Cette politique d'assainissement des finances publiques, en l'absence d'aide extérieure comme indiqué auparavant, a indubitablement été pour beaucoup dans le versement régulier des salaires, bourses et pensions par le Premier Ministre Martin Ziguélé.

En troisième lieu, on peut retenir la signature par Martin Ziguélé le 10 octobre 2001 d'un Programme de Référence (Staff Monitoring Programme) de 6 mois avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ce Programme non financé, donc un genre de « *galop d'essai* » a été réalisé avec succès à la surprise du FMI qui l'a reconduit de trois mois. Les négociations menées ensuite par Martin Ziguélé avaient débouché sur un accord avec le FMI en septembre 2002, ouvrant la voie à des aides financières substantielles destinées au pays. Mais l'attaque de Bangui le 25 octobre 2002 par les rebelles et mercenaires se réclamant de François Bozizé bloquera le passage de ce dossier devant les conseils d'administration du FMI prévu le 28 octobre 2002.

Tous les vastes chantiers du Gouvernement d'Action et de Combat ouverts par Martin Ziguélé sont malheureusement et nettement stoppés, emportés par ce déferlement violent sur la capitale Bangui de la horde des rebelles et mercenaires étrangers prétendument dits les « *Libérateurs* », à la solde du général François Bozizé, lequel n'avait de cesse, depuis son coup d'Etat radiophonique du 03 mars 1982, de vouloir à tout prix le pouvoir qu'il savait pertinemment ne pas pouvoir prendre s'il fallait se plier à l'unique voie démocratique : l'élection.

2. L'accession de Martin Ziguélé à la présidence du MLPC

Assurément, c'est l'élection de 2005 qui constitue l'évènement le plus déterminant dans la vie politique de Martin Ziguélé et sa stature nationale et internationale actuelle.

En effet, après le coup d'Etat du général François Bozizé le 15 mars 2003, Martin Ziguélé se réfugie en France avec toute sa famille. Il se présente d'abord en candidat indépendant, mais « *de précaution* » à l'élection présidentielle de 2005. Ange Félix Patassé ayant été définitivement recalé par la Cour Constitutionnelle de Transition, le MLPC décida ensuite de soutenir le candidat Martin Ziguélé. A l'issue du premier tour tenu le 13 mars 2005, Martin Ziguélé crée la surprise en mettant le général François Bozizé en ballotage, avant de perdre au second tour le 08 mai 2005.

Martin Ziguélé surprend aussi l'opinion par son fair-play électoral, un fait qui ne peut être occulté, tant le geste est rare en Afrique, et laisse entrevoir une élégance et une tolérance démocratique certaines. Réellement, après la proclamation des résultats du second tour, Martin Ziguélé s'exprima non seulement pour reconnaître sa défaite, mais aussi pour adresser ses félicitations à celui qui est proclamé élu Président de la République, François Bozizé. Martin Ziguélé n'en resta pas là, puisqu'il participa de façon très joviale et décomplexée à la cérémonie d'investiture présidentielle de François Bozizé. C'est surtout là que l'opinion a découvert en Martin Ziguélé un démocrate et un vrai républicain au sens plein.

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr site web : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

Ce scrutin présidentiel de 2005 change donc profondément la vie politique de Martin Ziguélé, puisqu'il en sort avec un capital considérable de sympathie et d'admiration chez la plupart des centrafricains. *De facto*, Martin Ziguélé apparaît comme l'opposant N° 1 au régime de François Bozizé.

C'est donc sur la base du crédit politique octroyé à Martin Ziguélé par le suffrage universel direct exprimé en 2005, que le MLPC a procédé à l'élection de Martin Ziguélé à sa présidence lors du Congrès extraordinaire de juin 2006, puis le reconduira au Congrès ordinaire de juin 2007. Après le retour dans la grande famille des camarades qui ont créé le MLPCO (MLPC Originel) à l'occasion de ce congrès ordinaire, d'autres, dissidents, menés par Luc Appolinaire Dondon Konamabaye, ont intenté une action judiciaire en invalidation des actes du Congrès de 2007. Ils en ont été finalement déboutés après une longue procédure, d'abord en première instance, ensuite en appel, et enfin en cassation : la Cour de Cassation, par une Décision en date du 29 décembre 2009, confirme définitivement l'élection de Martin Ziguélé à la Présidence du Parti.

Les frondeurs du MLPC exportent la bataille perdue sur le plan des manipulations des consciences, notamment en distillant à l'ancien Président Patassé des contre vérités et autres intoxications pour semer la zizanie entre lui et le nouveau Président du MLPC. Cette stratégie d'opposition des hommes fonctionnera malheureusement jusqu'en 2011. Rentré à Bangui à la faveur du Dialogue Politique Inclusif, Ange-Félix Patassé finit par se rendre compte de ces manipulations, et se réconcilie après l'élection du 23 janvier 2011 avec Martin Ziguélé, avant de décéder plus tard, suite aux tracasseries créées par le régime de François Bozizé pour empêcher l'ancien Président d'aller à Malabo se faire soigner à temps.

3. Les principales réalisations de Martin Ziguélé à la présidence du MLPC

Depuis son élection à la présidence du MLPC, Martin Ziguélé porte intrépidement le flambeau du parti. Grâce à son dévouement, le MLPC exerce sans discontinuité ses fonctions politiques, et ses fonctions sociales dès que le besoin se fait sentir. Durant le régime de Bozizé, Martin Ziguélé fut le principal opposant à élever la voix sur Ndeke Luka, sur RFI et les médias internationaux pour dénoncer les dérives et la mauvaise gouvernance du régime.

- Martin Ziguélé a sillonné toutes les préfectures de la République Centrafricaine de 2007 à 2009 pour redynamiser les structures du MLPC.
- Martin Ziguélé a fait adhérer le MLPC à l'*Internationale Socialiste* faisant ainsi bénéficier au MLPC d'un vaste réseau des socialistes du monde entier en général, avec l'appui décisif et constant du Parti Socialiste Français. Il y a lieu de préciser que ce choix fait par Martin Ziguélé est celui d'un homme de conviction profonde, d'un homme qui a toujours été de gauche, puisqu'il a été fait à un moment où ni le MLPC ni le Parti Socialiste Français n'étaient au pouvoir. Ce n'est donc nullement un choix politique opportuniste.
- Martin Ziguélé a créé l'*Ecole du parti* dont la première session s'est déroulée du 20 au 22 février 2013 à Bangui, et la troisième en novembre 2014, à la veille du Congrès extraordinaire. L'objectif principal est d'assurer aux militants du MLPC une éducation

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web** : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

civique et politique (transmission des valeurs cardinales nécessaires à la vie nationale), et contribuer à asseoir la démocratie en Centrafrique. Il faut souligner avec force que grâce à Martin Ziguélé, le MLPC est le premier parti, le seul parti en Centrafrique à créer et à faire fonctionner l'*Ecole du parti*.

- Sous l'impulsion de Martin Ziguélé, le MLPC est membre de l'Alliance Progressiste Mondiale, qui est le réseau de travail des partis socialistes et progressistes du monde entier ;
- Martin Ziguélé a contribué pour éviter le pire entre le KNK et la coalition rebelle Séléka lors de la signature des Accords de Libreville du 11 janvier 2013 KNK.
- Sans faire du bruit, Martin Ziguélé a fait parler son vaste réseau international en se battant résolument pour faire intervenir les forces internationales (Sangaris, Misca puis Minusca) en RCA afin d'éviter ce qui pointait à l'horizon comme une grande catastrophe.
- Sur le plan international, Martin Ziguélé dispose d'une aura certaine. Il est visible et audible en Afrique et en Europe notamment en France. Souvent sollicité et respecté pour son expertise et sa connaissance de la République Centrafricaine, il est souvent invité sur les plateaux des médias internationaux. Sa parole porte à l'international. Martin Ziguélé dispose d'un immense carnet d'adresses et donc d'un vaste réseau. Il est introduit auprès plusieurs Chefs d'Etat et de gouvernement en Afrique et hors du continent.

Martin Ziguélé est un homme d'Etat au sens plein. Tandis que certains rêvent toujours à l'élection, Martin Ziguélé pense d'abord au peuple centrafricain. C'est ainsi qu'il a préféré attendre très longtemps avant de déclarer sa candidature à la présidentielle de 2015.

IV- LE CANDIDAT ET SA VISION POUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

1. La vision politique de Martin Ziguélé

La vision politique de Martin Ziguélé, c'est dans un premier temps assurer la justice au profit des victimes de la grave crise ayant secoué la République centrafricaine depuis le coup d'Etat du 24 mars 2013. Il prône un dialogue national inclusif, mais réfute toute démarche publique ou privée qui irait dans le sens d'une impunité quelconque aux auteurs des crimes enregistrés en Centrafrique au cours des dernières années.

La vision politique de Martin Ziguélé, c'est ensuite établir les bases de la refondation de l'Etat Centrafricain, considéré aujourd'hui comme un Etat failli. Concrètement cela signifie :

- La construction progressive de la démocratie Centrafricaine.
- La restructuration de l'administration publique et optimisation des ressources humaines ;
- La refonte des secteurs de sécurité, défense nationale, et de justice ;

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web :** www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

- La redynamisation de la diplomatie centrafricaine ;

La vision politique de Martin Ziguélé, c'est en outre mener des actions concrètes pour le développement, par la promotion d'un développement humain intégral. Concrètement cela signifie :

- La refondation des systèmes de l'Education et de la Santé ;
- Une forte implication de la jeunesse et de la femme dans le processus du développement ;
- La promotion des arts, de la culture et des sports ;
- Une nouvelle conception des politiques publiques liées à l'emploi.

La vision de Martin Ziguélé, c'est aussi assurer la promotion d'un développement économique durable. Concrètement cela signifie :

- La construction et réhabilitation des infrastructures ;
- La redynamisation de l'agriculture et de l'élevage ;
- Des réformes structurelles et sectorielles de l'économie ;
- Des réformes structurelles des finances publiques ;
- Des mesures politiques et financières d'apaisement et de relance de l'économie

2. Martin Ziguélé, un homme d'Etat très largement apte et réellement prêt pour la fonction présidentielle

Le peuple Centrafricain n'a plus droit à l'erreur. Il devra choisir sans complaisance et dans la transparence son futur Président de la République pour tourner définitivement les pages sombres et tumultueuses de son histoire.

Martin Ziguélé constitue une exception notable à la pratique permanente et indécente de transhumance politique en Centrafrique. A l'opposé de certains leaders, Martin Ziguélé n'a jamais succombé à l'offre insistante de François Bozizé de vendre son « âme ». Beaucoup dans l'opinion considèrent que Martin Ziguélé vit son engagement politique comme un sacerdoce.

Martin Ziguélé est profondément imprégné des valeurs démocratiques comme en témoigne son acceptation du verdict des urnes en 2005 comme expliqué antérieurement.

Homme politique visionnaire, Martin Ziguélé avait été le premier à attirer avec force l'attention de l'opinion nationale et internationale sur l'ineffectivité des recommandations du Dialogue Politique Inclusif de 2008, notamment de la politique du Désarmement, de la Démobilisation et Réinsertion des ex-rebelles (DDR). C'est l'absence de volonté politique d'aller au bout du DDR, et les détournements par l'ancien régime Bozizé des huit (8) milliards de francs CFA alloués notamment par la CEMAC, ajoutée à un refus de promouvoir la Réforme du Secteur de Sécurité, qui expliquent en grande partie la naissance et l'arrivée au pouvoir de la coalition rebelle Séléka le 24 mars 2013, avec toutes les conséquences que le pays connaît.

Suite à la mascarade électorale du 23 janvier 2011, Martin Ziguélé a opté pour la contestation pacifique du scrutin au sein de l'ex-Front pour l'Annulation et la Reprise des Elections de 2011

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web** : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

(FARE 2011). Fidèle à cette ligne politique, c'est face à l'entêtement et à l'obstination de refus de l'ancien Président de trouver une issue durable aux multiples crises, que Martin Ziguélé plaidera avec ses amis de l'opposition pour la démission de ce dernier lors de la rencontre politique de Libreville en janvier 2013. C'est dans l'esprit des Accords de Libreville signés le 11 janvier 2013 par l'ensemble de la classe politique centrafricaine y compris l'ancien régime, que Martin Ziguélé soutiendra la transition d'abord sous le Président Bozizé lui-même, ensuite sous le tandem Djotodia-Tiangaye, et enfin sous Mme Catherine Samba-Panza.

Face aux accusations de ses détracteurs déterminés à pondre des mensonges pour le détruire politiquement, Martin Ziguélé a su garder son sang-froid en tant que leader responsable pour les mettre, avec arguments à l'appui, hors d'état de nuire. Alors que des responsables de partis politiques, en violation flagrante des textes fondamentaux de leur parti, se sont précipités pour déclarer leurs candidatures à l'élection présidentielle de 2015, Martin Ziguélé a préféré œuvrer d'abord pour le retour progressif de la paix et de s'en remettre ensuite à la décision des militants de son parti pour se déclarer candidat. Au lieu de s'autoproclamer candidat, Martin Ziguélé en démocrate convaincu fait réellement vivre la démocratie dans son propre parti en laissant ainsi le soin aux militants d'investir qui ils veulent comme candidat présidentiel.

L'ouverture d'esprit et la sagesse de Martin Ziguélé font de lui un homme de dialogue qui n'hésite pas à entrer en contact pour comprendre les problèmes par leurs racines avant toute recherche de solutions.

Rassembleur, il sait prendre du recul vis-à-vis de sa famille politique pour composer avec toutes les sensibilités œuvrant pour l'intérêt général de la nation Centrafricaine. Il l'a à maintes reprises prouvé dans l'Union des Forces Vives de la Nation (UFVN), le Collectif des Forces du Changement (CFC), le Front pour l'Annulation et la Reprise des Elections (FARE 2011), et l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Transition (AFDT). Martin Ziguélé est ainsi capable de fédérer et de travailler avec tout le monde sans distinction d'ethnie, de région, de religion, de sexe et de parti. Son engagement total au sein des quatre entités précitées le témoigne amplement. Il a réussi à casser les clivages, et à opérer notamment un rapprochement politique avec plusieurs partis, en particulier le RDC, le parti du Président André Kolingba dont les relations avec le Président Ange Félix Patassé n'étaient pas des plus aisées. Le tribalisme, le clanisme, le régionalisme, le sexisme et l'intolérance sous toutes ses formes ne sont absolument pas inscrits dans les gènes de Martin Ziguélé, ce qui constitue une des qualités nécessaires pour toute personne prétendant à la magistrature suprême en Centrafrique. Depuis son accession à la Présidence du MLPC, Martin Ziguélé a veillé à ce que la composition du Bureau Politique du MLPC soit le reflet de l'implantation réellement nationale du parti en Centrafrique. On y retrouve donc toutes les ethnies, les régions, les préfectures. On le voit déjà, Martin Ziguélé pourra réellement et aisément incarner l'unité nationale, et travailler sans problème avec tous les Centrafricains sans distinction aucune.

Martin Ziguélé n'est pas du tout quelqu'un de sectaire pour trois raisons :

En premier lieu, quand il a fallu composer et remanier plusieurs fois le gouvernement d'Union Nationale ou de Transition après les Accords de Libreville du 11 janvier 2013, Martin Ziguélé, Président du MLPC, pourtant première force politique Centrafricaine, ne s'est pas précipité pour Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmipc@yahoo.fr **site web :** www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

devenir Premier Ministre contrairement à ce que pensaient, souhaitaient ou espéraient beaucoup de Centrafricains. C'est aussi l'une des nombreuses manifestations de la *conception sacerdotale* que Martin Ziguélé a de son engagement politique. Son sort personnel n'importe visiblement pas. Il n'est pas obsédé par des calculs matériels et financiers souvent attachés aux fonctions gouvernementales. Le sort du peuple Centrafricain transcende tout et prime aux yeux de Martin Ziguélé.

En deuxième lieu, au lieu de s'appuyer sur le statut de premier parti de l'opposition pour réclamer la « *part du lion* » dans le gouvernement de Transition comme l'auraient pu faire d'autres leaders politiques ayant un tel statut, Martin Ziguélé a encore surpris par son grand sens de compromis politique, tenant ainsi compte de l'esprit de la *gestion consensuelle du pouvoir* imposée par la situation politique post-Accords de Libreville du 11 janvier 2013. Martin Ziguélé a en effet convaincu son parti pour qu'il accepte de se contenter d'un seul portefeuille ministériel, celui de l'Education Nationale qu'occupait Marcel Loudégué dans le gouvernement de Nicolas Tiangaye, mais ensuite décliné en application de la décision de l'AFDT de ne plus participer au gouvernement depuis la nomination du Premier Ministre André Nzapayéké en violation flagrante de la Charte Constitutionnelle de Transition du 18 juillet 2013.

Ce compromis affiché là par Martin Ziguélé constitue indubitablement la réponse inattaquable et magistrale aux fallacieuses allégations reprises inintelligemment en boucle, tels des refrains pour perroquets, sur les réseaux sociaux, et tendant piteusement et infructueusement à faire croire à une quelconque accointance de Martin Ziguélé avec la coalition rebelle Séléka qui a renversé le Président François Bozizé le 24 mars 2013. Un être réellement doté d'intelligence ne peut croire une seconde que quelqu'un a fait un coup d'Etat ou a participé à sa réalisation, puis s'est seulement contenté d'un petit portefeuille ministériel, pour lui ou pour tout son parti ! Du jamais vu dans le monde ! Ces accusations sans aucune preuve contre Martin Ziguélé ne peuvent même pas représenter une fable. D'ailleurs, la très forte représentation dans le gouvernement de transition de la coalition rebelle Séléka, seul auteur du coup d'Etat du 24 mars 2013 d'une part, et l'attribution du seul Ministère de l'Education Nationale au MLPC de Martin Ziguélé d'autre part, parlent d'elles mêmes.

En troisième et dernier lieu, Martin Ziguélé a plus d'une fois prouvé que les considérations de personne n'ont pas d'importance en politique. Il se focalise uniquement sur des critères objectifs pourvu que l'intérêt national soit garanti. Premièrement, quand Catherine Samba-Panza a refusé de respecter les Accords de Libreville du 11 janvier 2013 et la Charte Constitutionnelle du 18 juillet 2013 imposant de nommer un Premier Ministre issu de l'opposition, Martin Ziguélé en tant que légaliste l'a dénoncé ouvertement. Cependant, il a très vite plaidé pour que son parti le MLPC et toute l'AFDT puissent, en dépit de tout, soutenir sans réserve le processus de transition politique en général, et les Premiers Ministres successifs André Nzapayéké et Mahamat Kamoun en particulier. Deuxièmement, au lieu de se mettre en avant, ou de s'accrocher à la Présidence de l'AFDT, Martin Ziguélé s'est personnellement effacé pour soutenir plutôt le Professeur Raynaldi Sioké du parti RDC.

Polyglotte, par ailleurs, parlant l'anglais, le français et plusieurs langues africaines, Martin Ziguélé est capable de porter aux quatre coins de la planète les problèmes centrafricains pour attirer plus d'investisseurs et étendre les champs de coopération de son pays avec les autres nations du monde.

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr site web : www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

Clairvoyant, Martin Ziguélé sait prendre des risques et les assumer dans l'intérêt général de la nation. Il en a d'ailleurs fait preuve durant son bref mandat en tant que Premier Ministre, en poursuivant les auteurs de détournement du denier public comme mentionné précédemment. C'est dans cette même ligne de fermeté et de courage politique qu'il a participé activement à la mise en place du FARE en 2011. Martin Ziguélé a une stature très largement suffisante pour incarner l'Etat centrafricain, car c'est un homme qui s'inscrit en permanence dans l'action et dans la responsabilité. Après plusieurs années de lutte politique, il est prêt pour la défense des intérêts de son pays, qu'ils soient d'ordre stratégique, géopolitique, économique ou social. Sa lucidité, son expérience, sa compétence et sa culture personnelle le disposent à bien choisir le cap à suivre pour son pays. Il incarne la personnalité la plus apte à diriger le pays et à répondre aux préoccupations des centrafricains. Martin Ziguélé, est conscient que la refondation de l'Etat Centrafricain se fera avec tous les Centrafricains. D'ailleurs, en ce sens, c'est depuis 2005 qu'il a comme credo « *Tous unis, nous vaincrons* ».

Dans le rassemblement qu'il prône, Martin Ziguélé accorde une place égale à toutes les couches sociales : femmes, jeunes et personnes âgées. Il sait composer avec les gens de sa génération tout comme avec les jeunes. Personne ne doit être mis de côté même si à ses yeux, les jeunes et les femmes doivent avoir un rôle à part vu leur dynamisme. C'est ainsi que dans le MLPC, Martin Ziguélé est souvent bien entouré des jeunes et des femmes à qui il accorde beaucoup d'attention. Il les mobilise, les consulte et les implique effectivement dans les activités du parti.

Tous ceux qui connaissent vraiment Martin Ziguélé disent de lui qu'il est très proche des gens, qu'il aime les gens. C'est quelqu'un de contact facile, avec qui on peut discuter de tout sans tabou, quelqu'un de profondément humain, aimant partager des repas et moments sympathiques avec les gens sans distinction, s'adonnant à des blagues et taquineries dont il a le secret.

En considération de tout ce qui précède, Martin Ziguélé allie à la fois la conscience, la consistance et la constance politiques. L'homme est vraiment apte et prêt pour la fonction présidentielle. Au peuple Centrafricain d'en décider souverainement par la voie des urnes.

N.B. : Ce document est uniquement destiné à faire connaître Martin Ziguélé à l'opinion Centrafricaine et à l'opinion internationale.

Il ne saurait avoir valeur d'un projet de société ou d'un programme politique de Martin Ziguélé. Son programme politique sera soumis à l'attention des électeurs Centrafricains, le moment venu.

Pour le Bureau Fédéral EAAMOO

Le Président Fédéral

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web :** www.lemlpc.net



M.L.P.C

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain

Justice - Liberté - Travail

FEDERATION EUROPE-AMERIQUES-ASIE-MOYEN ORIENT-OCEANIE

Jean-Didier KABRAL

[Mercredi 24 décembre 2014 13h55]

Association loi 1901 déclarée à la préfecture de police de Paris sous le n° **05/4947**. Publiée au Journal Officiel du **28/01/2006** sous le n° **1607**.

Siège : 73-75, rue de la Plaine 75020 Paris

e-mail : bfmlpc@yahoo.fr **site web** : www.lemlpc.net